

La guerre nucléaire qui vient⁺*

Jean-Pierre Dupuy

Introduction

Cette conférence a deux objectifs 1) Examiner si les analyses présentées par *Achever Clausewitz* peuvent être étendues à ce qui est plus que jamais le point oméga de la violence humaine, à savoir une troisième guerre mondiale, une guerre nucléaire qui mettrait un terme, sinon à l'espèce humaine et même à toute vie sur terre, en tout cas à notre civilisation ; 2) Apprécier les chances que la guerre que Poutine mène à l'Ukraine débouche sur cette catastrophe absolue.

Le livre de Chantre et Girard est une lecture révolutionnaire du traité sur la guerre du général prussien Clausewitz, écrit entre 1816 et 1830, à la lumière de la théorie mimétique. Les auteurs retiennent et approfondissent deux concepts principaux :

- A) La montée aux extrêmes. C'est le « concept » de tout conflit humain de mener à l'anéantissement mutuel. Heureusement, il y a le « brouillard de la guerre » et l'énorme majorité des conflits armés ne débouchent pas sur l'extrême. Chantre et Girard démontrent que la mimésis explique tant l'accélération du processus que son freinage, son report.
- B) La primauté de la défense sur l'attaque. Cette thèse, qui est dans Clausewitz, est beaucoup plus problématique. Elle débouche sur des formules du genre « le conquérant veut la paix, le défenseur veut la guerre ». Cette idée paradoxale peut choquer : celui qui se défend est une victime, la victime de l'attaque. Et cependant, on peut la soutenir, tant au point de vue de la justification qu'à celui de la violence. Au point de vue de la justification, la

⁺ Conférence donnée le 17 mars 2023, Assemblée Générale de l'Association Recherches Mimétiques, Paris.

^{*} Les idées présentées dans ce texte sont développées avec force détails et raisonnements dans Jean-Pierre Dupuy, *La Guerre qui ne peut pas avoir lieu. Essai de métaphysique nucléaire*, Éditions du Seuil, coll. Points, 2023.

défense est ce qui donne aux forces armées leur légitimité, entre le pacifisme et le bellicisme. (Ministère de la Guerre, puis des Armées, puis de la Défense ; Secretary of Defense, etc.) D'un point de vue mimétique, celui de la violence, c'est toujours l'autre qui a commencé. On ne fait jamais que répondre à une attaque, réelle ou présumée. A l'entendre, Poutine, il y a un an, n'a fait que contrer une menace venant de l'Ukraine, et au-delà, de l'Occident. Nous nous demanderons plus tard dans quelle mesure on ne peut pas dire la même chose de Zelensky.

Quand j'ai lu pour la première fois la première partie *d'Achever Clausewitz*, j'ai ressenti une gêne : quelque chose n'allait pas. Je peux vous dire aujourd'hui ce qu'il en est. Les auteurs confondent la défense et la contre-attaque. Ils vont jusqu'à affirmer que la contre-attaque est un « moyen » de la défense (p.51), bref que « le concept de défense comprend celui d'attaque » (p.50). Dans le pays qui a gagné la coupe du monde de football ... ou presque, c'est grave ! Ce que Girard appelle la défense, c'est le plus souvent une réponse. Or la défense, c'est autre chose : c'est d'empêcher, de neutraliser l'attaque. Les exemples qu'il prend vont tous dans ce sens. Par exemple, (p. 51-52), « C'est parce qu'il dit 'répondre' aux humiliations du traité de Versailles et à l'occupation de la Rhénanie, que Hitler a pu mobiliser tout un peuple (...) C'est parce qu'il 'répond' aux États-Unis que Ben Laden organise aujourd'hui le 11 Septembre et ses suites. »

Dans le cas d'une guerre conventionnelle, cette confusion peut se défendre. Elle est fatale dans la perspective de la guerre nucléaire. En effet, on va le voir, celle-ci enfonce un coin entre la défense et la contre-attaque. La dissuasion est une menace de contre-attaque et elle implique de renoncer à la défense.

L'autre nouveauté radicale qu'introduit la perspective de la guerre nucléaire concerne la montée aux extrêmes. Dans le cas d'une guerre « conventionnelle », Girard et Chantre distinguent comme Clausewitz une ambivalence entre la dynamique autorenforçante et les obstacles (« le brouillard de la guerre ») qui se

mettent au travers. Dans la guerre nucléaire, ces mêmes obstacles participent à la dynamique fatale. On en verra une illustration dans ce qui suit.

La trop belle légende de la dissuasion nucléaire

L'arme nucléaire est par conception une arme de non-emploi. C'est sa puissance démesurée qui exclut que quiconque puisse un jour songer à la faire exploser au-dessus d'une population civile. A quoi donc sert-elle, ainsi que le demandait le président Trump lorsqu'il reçut le code ? Elle n'a qu'un but : dissuader les autres puissances nucléaires d'utiliser la leur ; et, accessoirement, dissuader des États ou des groupes terroristes qui ne l'auraient pas de l'acquérir. C'est une arme de dissuasion.

Il ne s'agit certainement pas d'une arme de conquête, au moyen de laquelle on pourrait prendre le dessus sur un adversaire en lui dérobant un objet qu'il possède et qu'on désire posséder, dans une perspective d'attaque. Ni, dans une perspective de défense, d'une arme par laquelle on empêcherait un ennemi de s'emparer d'un objet que l'on possède et que l'autre veut posséder. Par « objet », j'entends un territoire (l'Afghanistan, l'Ukraine), une zone d'influence (la Syrie), le prestige lié à l'importance de son arsenal. Non, il n'y a plus d'objet ni de désir d'objet. La violence a atteint son acmé, là où elle n'a plus affaire qu'à elle-même.

Mais c'est cela, la bonne nouvelle ! La simple existence de l'arme nucléaire est ce qui en fait un instrument de dissuasion. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter. La guerre nucléaire n'aura pas lieu, parce qu'elle est impossible. La preuve : depuis le 9 août 1945, date de la destruction de Nagasaki, elle n'a pas eu lieu. Le prix Nobel d'économie Thomas Schelling, dont les écrits sur la théorie formelle des jeux ont eu un important impact sur les doctrines nucléaires, a commencé le discours qu'il tint à Stockholm le 8 décembre 2005 pour la réception de son prix par les mots suivants : « L'événement le plus spectaculaire de ce dernier demi-siècle est *un événement qui n'a pas eu lieu*. Nous avons bénéficié de soixante années qui se sont déroulées sans

que des bombes atomiques explosent sous le coup de la rage. » Nous sommes plus de dix-sept ans après, et ce constat est toujours d'actualité.

Voici ce que nous répètent à l'envi les « experts » français, lesquels travaillent pour la plupart, directement ou indirectement, pour la force de frappe française, au sujet de la guerre qui se déroule actuellement sur le champ de bataille qu'est devenue l'Ukraine, mais qui est en vérité une guerre larvée entre la Russie et l'OTAN, ou, si l'on préfère, entre la Russie de Poutine et les États-Unis d'Amérique. La dissuasion marche bien, comme dans le passé, rassurent-ils, et il est très peu probable, voire impossible, qu'elle débouche sur une guerre nucléaire.¹

Ce discours est irresponsable. Il est dangereux au point d'en être inacceptable. Une guerre nucléaire en Europe est peu probable, certes, mais elle est possible. Quand les enjeux sont énormes, il convient de tenir le possible pour une éventualité qui est destinée à devenir réelle, et cela afin de se donner une chance de l'en empêcher². C'est cette prise de position métaphysique que j'ai nommée le catastrophisme éclairé, une expression imagée que je m'efforce de ne plus utiliser tant elle a été mal comprise.

L'arme nucléaire au service de la guerre

¹ Je ne souhaite pas personnaliser le débat, mais il est difficile de ne pas citer le nom de Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, tant il se répand dans les médias français en répétant un discours lénifiant qui ne repose sur aucun argument solide. Par exemple, « Les Russes se servent du nucléaire pour nous impressionner, nous faire peur, nous diviser. Donc si la question est de savoir s'ils s'apprêtent à employer des armes nucléaires, pour moi, la réponse est non. Je ne vois pas ce qui permettrait d'avancer cette thèse. Il ne faut pas s'inquiéter pour de mauvaises raisons. » (*Le Monde*, 3 mai 2022).

Mes collègues de Stanford qui travaillent sur la question, dans le cadre d'un des centres de recherche stratégique les plus en pointe au monde, sont eux très inquiets. Parmi eux, William Perry, ancien secrétaire à la Défense du président Clinton, et David Holloway, grand spécialiste des forces nucléaires soviétiques puis russes.

² Voir Jean-Pierre Dupuy, *How to Think About Catastrophe. Toward a Theory of Enlightened Doomsaying*, Michigan State University Press, 2023.

Une guerre conventionnelle met en jeu deux termes : la défense et l'attaque. Avec l'arme atomique, on a affaire à trois termes : la dissuasion, la défense et l'attaque, nommée préemption.

Au début est la dissuasion. Avant d'être une doctrine ou une politique, c'est un état de fait. Deux puissances nucléaires se font face et chacune a la capacité de détruire l'autre, mais elle ne pourra pas le faire du premier coup. La puissance attaquée conserve une capacité de seconde frappe. C'est sur cette capacité que repose la dissuasion active. Celle-ci prend la forme d'une menace, celle de recourir à des représailles incommensurables si l'ennemi franchit une certaine ligne que l'on n'explique pas.

Par ailleurs, sous sa forme pure, la dissuasion implique de renoncer à ce qui donne leur légitimité aux forces armées : la défense. A quoi peut ressembler la défense dans une guerre nucléaire ? On met en place un bouclier fait de missiles qui sont censés arrêter les missiles ennemis avant qu'ils atteignent leur but. Les techniques qui permettraient de réaliser cet exploit ne sont toujours pas au point et on peut affirmer qu'elles ne le seront jamais. Dans le domaine nucléaire, en effet, il est exigé un succès à 100%, car le premier missile qui passerait au travers du bouclier serait le missile de trop.

Mais pourquoi ce renoncement à la défense ? C'est en montrant à l'adversaire qu'on ne fait rien pour arrêter les missiles qu'il vous envoie qu'on peut le convaincre qu'on ne l'attaquera pas en premier. Si on le faisait, l'adversaire trouverait le champ libre pour exécuter sa menace de représailles incommensurables grâce à sa capacité de seconde frappe. Personne n'attaque donc en premier et ce qu'on a appelé l'équilibre de la terreur est en principe réalisé. Mais l'abandon par les forces armées de leur première mission qui est de défendre la nation est un prix trop élevé pour qu'elles aient consenti de bon gré à le payer. C'est le traité ABM, pour *Anti-Ballistic Missile*, signé en mai 1972 par Richard Nixon et Leonid Brezhnev, qui a concrétisé ce renoncement partiel à la défense. Le lancement par Ronald Reagan en 1983 de la

Strategic Defense Initiative, plus connue sous l'expression imagée de Guerre des étoiles, heurtait évidemment de front le traité ABM.

Faisons un saut en avant dans le temps et plaçons-nous début février 2022, donc avant même que les troupes russes entrent en Ukraine le 24. Vladimir Poutine n'a cessé de mettre en garde l'OTAN et les États-Unis contre le risque d'une escalade qui déboucherait sur un conflit nucléaire. On s'est lassé en France de ce que l'on a pris pour une menace voilée mais si peu crédible qu'on ne l'a pas prise au sérieux. Du coup, on n'a pas prêté attention à une déclaration du chef du Kremlin faite devant la presse le 9 décembre de la même année annonçant un possible changement de doctrine nucléaire³. Jusqu'alors, la doctrine officielle était que la Russie ne recourrait à cette arme que si elle était la cible d'une attaque de même nature, ou si la survie de la nation était en danger. Poutine fit mine de découvrir que l'éventail stratégique américain comportait un volet nommé « préemption » et que la Russie ferait bien de s'en inspirer à son tour.

La préemption, c'est le nom de l'attaque dans le domaine nucléaire. Pour apprécier sa singularité, il est bon d'en revenir à la logique de la dissuasion. Elle comporte deux phases : d'abord, la menace de recourir à des représailles qui déclencheront la montée aux extrêmes si la puissance ennemie franchit une certaine ligne ; ensuite, si la dissuasion a échoué, la décision de mettre cette menace à exécution. La France omet de considérer cette éventualité, au motif que la dissuasion ne saurait échouer. C'est pourtant en ce point que se trouve la pierre d'achoppement de la dissuasion nucléaire, à savoir le caractère non crédible de la menace de représailles qui la soutient. Si la dissuasion échoue, la puissance attaquée va-t-elle prendre le risque de déclencher comme promis une escalade menant à terme à la destruction mutuelle, donc suicidaire ? Faut-il être fou ou le prétendre pour être crédible ? De la réponse à cette question dépend la solidité de l'édifice dissuasif.

³ *Le Monde*, 10 décembre 2022.

La préemption ne s'embarrasse pas de cet écueil. Elle fait comme si la première phase était assurée : l'ennemi a franchi la ligne, ou bien s'il ne l'a pas fait, il s'apprêtait à le faire. La seconde phase est donc justifiée. Ce qui est en vérité une première attaque se présente comme des représailles. Ce sont des « représailles anticipées. »⁴ Quelles que soient les doctrines nucléaires affichées, on peut soutenir que tant les chefs d'État soviétiques puis russes qu'américains n'ont jamais exclu de leurs répertoires d'action la décision de frapper en premier. Cependant, convaincre que l'on est prêt à le faire ne va pas plus de soi que de pratiquer le jeu de la dissuasion. Un problème de crédibilité se pose dans ce cas également. Une première frappe ne sera pas suffisante pour neutraliser l'adversaire et celui-ci conservera une capacité de riposte : il faut donc lui démontrer qu'on saura endurer le coup porté (en anglais, *ride out*) et limiter les dommages, donc qu'on restera pleinement capable de riposter à la riposte. Ce peut-être un défi majeur.

Les États-Unis et la Russie ont eu et continuent d'avoir une attitude ambivalente par rapport à un élément de doctrine nucléaire qui a reçu le nom alambiqué et trompeur d'« escalade en vue d'une désescalade »⁵. Leurs hésitations et leur flou à cet égard illustrent le dilemme entre dissuasion et préemption auquel les deux superpuissances nucléaires sont confrontées l'une et l'autre.

On trouve déjà l'idée d'une escalade en vue d'une désescalade dans le livre majeur de Thomas Schelling, *The Strategy of Conflict*⁶, et elle a influencé plusieurs générations de stratèges. La doctrine de la riposte graduée préconisée par Robert McNamara à partir des années 1960, le concept de guerre nucléaire limitée, celui de « maîtrise de l'escalade » (*escalation control*), etc. sont autant de variations sur la même idée. La manière la plus simple de la présenter est de la comparer à la logique de la vente aux enchères. On fait monter les prix jusqu'au moment où les autres ne peuvent plus suivre. On augmente progressivement l'intensité des combats avec des forces non nucléaires (dites « conventionnelles ») jusqu'au

⁴ Le surnom de la préemption est, dans la doctrine américaine, « *striking second first* ». On est le premier à frapper en second.

⁵ En anglais : « *escalate to de-escalate* ».

⁶ Harvard University Press, 1960.

moment où le passage à l'étape d'une frappe nucléaire apparaît comme inévitable pour mettre fin au conflit tout en le gagnant : c'est cela, ladite désescalade.

Tant les stratégies américains que russes se récrient et récitent le credo de la dissuasion nucléaire : on ne dissuade pas une attaque limitée en rendant hautement crédible une menace de riposte limitée. On la dissuade en maintenant à un niveau modique la probabilité de l'anéantissement mutuel. Il reste que, dans la pratique, l'escalade en vue d'une désescalade continue de tenter les états-majors. Cette idée est spécialement présente chez les stratégies russes dans leurs débats non officiels. Pour se limiter à une citation : « Nos armes conventionnelles de précision devraient pouvoir infliger des pertes suffisantes dans les forces et les bases de l'OTAN pour conduire celle-ci soit à mettre fin à son agression, soit à la hausser à un niveau maximal de guerre conventionnelle, incluant une offensive avec des forces terrestres. Cela *justifierait en retour* le recours par la Russie à une première frappe nucléaire par des armements tactiques »⁷.

La dissuasion mise hors circuit

A la question de savoir ce qui explique que depuis le 9 août 1945, aucune bombe atomique n'ait été lâchée sur des populations civiles, la réponse immédiate est de dire : cela prouve que la dissuasion a marché. L'ancien secrétaire à la Défense des présidents Kennedy et Johnson, Robert McNamara, évacuait la question d'un « Nous avons eu du bol. C'est la chance, juste la chance, qui a fait que nous n'avons pas eu de guerre nucléaire. Des dizaines de fois durant la Guerre froide et depuis, nous sommes passés à un cheveu du déclenchement de l'horreur. »⁸

Or, il y a une manière plus radicale de décharger la dissuasion de toute responsabilité dans l'absence de guerre nucléaire durant ces quelque quatre-vingts ans. C'est de montrer qu'elle n'a que très rarement été mise en application. A défaut

⁷ Alexei Arbatov, "Reducing the role of nuclear weapons", communication au colloque "Un monde sans armes nucléaires", Oslo, 26-27 février 2008. Je souligne.

⁸ Témoignage de Robert McNamara dans le film d'Errol Morris, *The Fog of War. Eleven Lessons from the Life of Robert S. McNamara*, Sony Classics, 2003.

d'une démonstration, l'épisode suivant, qui eut lieu à l'issue de la crise des missiles de Cuba, est suffisamment suggestif.

Le samedi 27 octobre 1962, un sous-marin soviétique qui croisait dans la mer des Sargasses au nord-est de Cuba, fut repéré et encerclé par le porte-avions américain USS *Randolph* accompagné de quelques destroyers. Le sous-marin était commandé par le lieutenant de vaisseau Savitsky flanqué de l'officier politique Maslennikov. Les navires américains avaient commencé à envoyer le signal convenu avec l'État-major soviétique pour intimer l'ordre au sous-marin ennemi de remonter à la surface. Simplement, Savitsky n'avait pas été informé de cette convention. Le signal consistant à faire exploser près de la coque des grenades sous-marines, il crut qu'il était véritablement attaqué par les Américains : une première fausse alerte ou erreur de communication dans cette histoire qui allait en comporter plusieurs, de plus en plus tragiques. Les circonstances étaient à bord proprement infernales. La température avait atteint les 50 à 60 degrés Celsius et les hommes tombaient les uns après les autres. Pour comble de malheur, les communications avec l'État-major à Moscou étaient coupées.

Savitsky ne savait même pas si la guerre avait commencé ou non. Épuisé, à bout de nerfs, il était sur le point de donner l'ordre de lancer quelques torpilles sur lesquelles étaient montées ... des ogives nucléaires. Oui, les sous-marins soviétiques qui croisaient au large de Cuba étaient dotés de bombes atomiques. Mais cela, les Américains ne le savaient pas. Ils l'apprirent quarante ans plus tard. Savitsky reprenant ses esprits se souvint qu'il lui fallait l'accord de son officier politique pour prendre une décision aussi fatale. Celui-ci acquiesça.

Le hasard ou la Providence voulut que ce jour-là se trouvait à bord le capitaine Vasili Alexandrovitch Arkhipov. Bien que de même grade que Savitsky, il était sous les ordres de celui-ci. Mais il était aussi le chef d'État-major de toute la flottille de sous-marins. Savitsky crut de son devoir de recueillir l'avis d'Arkhipov. Celui-ci exprima son désaccord, au motif que Moscou n'avait pas donné son autorisation. L'ordre de tir ne fut pas donné et le sous-marin remonta à la surface.

Entendant une telle histoire, nous nous demandons ce qui se serait passé si ... Une chaîne de propositions contrefactuelles se présente immédiatement à l'esprit. Si Arkhipov ne s'était pas trouvé dans ce sous-marin en difficulté mais dans un autre sous-marin, il est hautement probable que Savitsky eût donné l'ordre de tir. Le porte-avions USS *Randolph* et ses destroyers auraient sauté dans une explosion nucléaire terrifiante. Le commandement américain, persuadé qu'il n'y avait pas de charge atomique dans les sous-marins soviétiques, en aurait inféré que l'attaque venait de Cuba. Le Président Kennedy avait fait savoir dès le 22 octobre que si une telle chose se produisait, l'Amérique lancerait une attaque nucléaire totale sur l'Union soviétique. Il est facile d'imaginer la suite. Dans le monde réel, la crise fut résolue pacifiquement le lendemain.

Chacun des chaînons de cette suite d'inférences se rapporte à un événement ou un état de fait contingent : il eût pu ne pas se produire ou être différent. Mais le plus fragile dans ce récit, le plus choquant, est que le commandement américain ne savait pas que les sous-marins soviétiques étaient équipés de torpilles nucléaires. Non pas que le renseignement américain fût défaillant. Il l'était, c'est évident. Mais l'étonnant, c'est que les Soviétiques n'en avaient pas informé les Américains. Si l'arme atomique était vraiment une arme de dissuasion, ç'eût été la moindre des choses de faire savoir à l'ennemi qu'on la possédait et qu'on était prêt à en faire usage. Nul doute que le porte-avions USS *Randolph* eût été alors plus prudent dans son approche du sous-marin soviétique.

L'oubli de communiquer une information cruciale de cette importance fait immédiatement penser au *Dr. Strangelove*⁹, le film de Stanley Kubrick de 1964 dans lequel apparaît le concept de « machine apocalyptique ». L'idée est simple, sur le papier du moins. Le meilleur moyen de rendre crédible la menace de représailles incommensurables qui fonde la dissuasion, c'est d'en rendre l'exécution automatique. Finis les dilemmes éthiques et stratégiques qui ont tant tourmenté des

⁹ *Docteur Folamour* en français.

chefs d'État, de Kennedy à Giscard. D'une certaine façon, c'est celui qui tire en premier qui est responsable de l'holocauste qui s'ensuit puisque la réponse n'est pas humaine. Dans le film de Kubrick, les Soviétiques ont inventé une machine qui détruirait immédiatement toute vie humaine sur Terre en réponse à une première frappe américaine. Le problème, c'est qu'ils n'ont pas (encore) informé les Américains de son existence quand l'histoire commence. Or, un colonel illuminé a déjà sans autorisation et sans retour possible lancé un B52 armé de bombes H en direction de la Sibérie. Loin d'être une parodie, ce film est un documentaire, a pu récemment dire un membre du centre de recherches stratégiques de Stanford, le CISAC¹⁰.

Le rôle crucial des armements tactiques

La puissance inouïe de la bombe atomique n'est-elle pas une raison suffisante pour dissuader quiconque de même songer à l'utiliser ? Qui pourrait avoir intérêt à déclencher une escalade dont tous sortiraient vaincus ? Ces idées, par lesquelles nous avons débuté ce texte, ont toujours été présentes depuis 1945 et elles conservent une puissance de conviction indéniable. De fait, on a cherché à réduire tant la puissance des armes que la portée des missiles qui les acheminent dans l'espoir de rapprocher les dévastations produites par un conflit nucléaire de celles dont une guerre traditionnelle est capable, avant de comprendre que ce sont au contraire ces armes et ces missiles, que l'on dit « tactiques », qu'il faut bannir. Leur faible puissance toute relative¹¹ incite en effet à les employer sur le champ de bataille, comme on le ferait avec un armement classique, ce qui revient à mettre le pied dans l'engrenage nucléaire dont on peut montrer, par un raisonnement a priori, qu'il a vocation à monter aux extrêmes, c'est-à-dire à l'anéantissement mutuel.¹² Or voici ces armements tactiques plus que jamais de retour avec la guerre en Ukraine.

¹⁰ CISAC : Center for International Security and Cooperation.

¹¹ Leur puissance explosive peut aller jusqu'à dix fois celle de *Little Boy*, la bombe qui a détruit Hiroshima.

¹² Jean-Pierre Dupuy, *The War That Must Not Occur*, Stanford University Press, sous presse.

Les 1er et 2 février 2019, un double événement s'est produit, inaperçu de l'opinion publique, en France en tout cas, dont les événements actuels sont en bonne part issus. Les chefs d'État Trump, d'abord, Poutine le lendemain, ont annoncé qu'ils allaient se désengager d'un traité, signé en 1987 à Washington par leurs prédécesseurs Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, par lequel les deux signataires éliminaient de leurs arsenaux respectifs tous les missiles de croisière et balistiques lancés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 et 5.500 km. Ce traité avait pour nom trompeur INF (pour « *Intermediate-Range Nuclear Forces* », soit forces nucléaires de portée intermédiaire). Gravement trompeur, nous allons le voir, car il ne contraignait pas les armes nucléaires, mais bien un certain type de missiles, qu'ils comportent une ogive nucléaire ou non. Le retrait américain est devenu officiel le 2 août 2019.

Avec la fin de la Guerre froide, en 1989, on a assisté à une inversion spectaculaire des rapports de force entre Washington et Moscou en ce qui concerne le partage entre armes nucléaires et armes conventionnelles. Avant 1989, la supériorité de l'Union Soviétique en armes conventionnelles était manifeste et les États-Unis cherchaient à compenser leur retard en développant leur arsenal nucléaire. Après l'effondrement de l'URSS, le Pentagone, fier de la victoire du « monde libre », c'est-à-dire des démocraties libérales et des économies de marché, s'est intéressé à autre chose, par exemple à des conflits régionaux pour lesquels des armes conventionnelles se montraient plus efficaces que ne le seraient des bombes atomiques. Dans le même temps, Poutine en Russie développait son arsenal nucléaire.

Ce n'est pas le nucléaire en général que l'Amérique a relativement négligé, c'est surtout le nucléaire tactique. La doctrine était : armes conventionnelles sur les champs de bataille régionaux et, si « l'escalade en vue d'une désescalade » l'imposait, recours à des armes nucléaires stratégiques portées par leurs ICBM. En 2022, l'Amérique n'a plus en Europe qu'une centaine d'ogives nucléaires tactiques réparties sur cinq pays : l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et la Turquie. La Russie en a, elle, peut-être vingt fois plus.

Ce contexte étant donné, comment ont réagi en 2019 les deux superpuissances nucléaires à leur rejet mutuel du traité INF ? Je rappelle que ce traité imposait une contrainte sur les missiles, qu'ils portent des ogives nucléaires ou non. Les États-Unis et l'OTAN ont immédiatement vu l'opportunité dont ils disposaient désormais de placer des missiles de faible et moyenne portée mais à charge non nucléaire en Europe. C'était sans compter sur la réponse russe. Celle-ci fut réitérée plusieurs fois, Poutine demandant aux États-Unis et à l'OTAN d'imposer un moratoire sur le déploiement de tels missiles à charge nucléaire en Europe. Cette demande est restée lettre morte.

Un point technique a ici une importance considérable : il est impossible de déterminer avant qu'il atteigne sa cible si un missile balistique porte une ogive nucléaire ou non. Devant cette indétermination, la Russie a choisi de traiter tout missile qui s'approche de son territoire comme une attaque nucléaire. C'est, selon sa doctrine affichée, un motif suffisant pour qu'elle lance ses propres missiles nucléaires avant même que les missiles ennemis touchent son sol. Ceci ne peut que faire réfléchir l'Amérique à deux fois, elle qui pensait avoir le champ libre pour déployer de nouveau ses missiles en Europe, conventionnels et nucléaires. Je rappelle que tout ceci se passait juste avant que Poutine décide d'envahir l'Ukraine.

Cette analyse a fait presque entièrement l'impasse sur la dimension géopolitique de la question. Loin de moi le désir de minimiser son importance. J'ai simplement voulu montrer la puissance décisive de l'outil, en l'occurrence l'outil de destruction, l'arme atomique. L'outil n'est pas neutre, il ne fait pas le bien ou le mal selon les intentions de ceux qui le manient. Si une guerre nucléaire devait se déclencher en Europe, ce qu'aucun des acteurs en présence ne veut, le responsable en dernière instance ne serait ni Poutine, ni Zelensky, ni Biden, ni l'OTAN, mais bien l'arme atomique elle-même et sa puissance démesurée¹³. C'est ce que sentent confusément les

¹³ Au moment où j'écris ces lignes, le 24 janvier 2023, les gestionnaires de la *Doomsday Clock* (ou horloge du jugement dernier) viennent de décider de placer sa seule aiguille à 90 secondes de minuit, minuit étant par convention le moment où l'humanité s'anéantira elle-même, soit le plus près de ce moment depuis le début de l'ère nucléaire. Cette horloge virtuelle a été mise en

protagonistes du drame qui est en train de se jouer, comme en témoigne la prudence extrême avec laquelle ils avancent leurs pions, non sans contradictions ni une bonne dose d'hypocrisie. Ces faux-semblants et ce mensonge collectif à soi-même sont sans doute nécessaires pour éviter la catastrophe. Non, l'OTAN ne fait pas la guerre à la Russie, elle n'est pas un « cobelligérant », elle fournit simplement à l'Ukraine l'armement sans lequel la Russie l'aurait écrasée depuis longtemps. Ce jeu de dupes peut-il durer indéfiniment ? Un geste maladroit de l'un ou de l'autre peut suffire à faire basculer la fiction dans l'horreur de la réalité.

En conclusion, je dirai ceci. L'un des nombreux effets que l'invention de la bombe atomique a produit dans l'histoire humaine est d'enfoncer un coin entre la justice et la paix, deux valeurs morales que les textes régissant l'ordre international associent naturellement sans envisager qu'ils puissent devenir antagonistes. Si vous mettez l'emphase sur la justice, alors vous devez souhaiter la défaite écrasante de Poutine. Si vous privilégiez la paix, alors votre choix doit être différent et vous devez considérer que Zelensky n'est pas moins un danger pour le monde que ne l'est Poutine.

place en 1947 par un groupe de physiciens atomiques, dont Albert Einstein, lesquels, choqués par le largage des bombes sur Hiroshima et Nagasaki, lancèrent une revue, qui existe toujours, le *Bulletin of the Atomic Scientists*. Depuis lors, l'aiguille a été avancée et retardée une trentaine de fois. C'est en 1953, lorsque l'Amérique et l'Union soviétique testèrent la bombe à hydrogène à neuf mois d'intervalle l'une de l'autre que l'aiguille se rapprocha le plus de minuit, à 2 minutes seulement. Nous sommes donc aujourd'hui plus que jamais au bord de l'abîme.